

Relations industrielles Industrial Relations



Pourquoi les travailleurs abandonnent la terre : Etude comparative, Bureau international du Travail, Genève, 1960, 267 pp., \$2.25.

Gérald Fortin

Volume 16, numéro 1, janvier 1961

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1021897ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1021897ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (imprimé)

1703-8138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Fortin, G. (1961). Compte rendu de [*Pourquoi les travailleurs abandonnent la terre : Etude comparative*, Bureau international du Travail, Genève, 1960, 267 pp., \$2.25.] *Relations industrielles / Industrial Relations*, 16(1), 125–126.
<https://doi.org/10.7202/1021897ar>

Tous droits réservés © Département des relations industrielles de l'Université Laval, 1961

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Le deuxième conférencier, Sylvio Ostey, traite de quelques aspects de la structure des salaires au Canada et des conséquences qui en découlent pour le mouvement ouvrier. L'auteur fournit des renseignements intéressants sur les différences de salaires par occupations, par branches d'activité et par régions, en analysant et en commentant leurs variations au cours d'une quinzaine d'années.

Une troisième étude importante, par Archibald Cox, porte sur l'intervention de l'Etat dans la régie interne des syndicats ouvriers aux États-Unis. L'auteur fait ressortir les implications du Labor-Management Reporting and Disclosure Act en retraçant brièvement les principales tendances de l'opinion publique et du législateur à l'égard du mouvement ouvrier au cours des vingt dernières années.

Enfin, le rapport contient une dernière conférence sur la juridiction fédérale dans le domaine des relations industrielles. L'auteur, F.R. Scott, est d'avis que le Parlement ne détient pas suffisamment de pouvoirs et qu'il faudrait lui confier la tâche de contrôler les négociations qui, en fait, se font sur le plan national.

Le rapport se termine par une discussion à laquelle ont participé MM. K.G.K. Baker, Eugène Forsey, D.G. Pyle et Leo Roback.

G. CHOLETTE

Pourquoi les travailleurs abandonnent la terre: Etude comparative, Bureau international du Travail, Genève, 1960, 267 pp., \$2.25.

Comme toutes les études du Bureau international du Travail, cette monographie réussit à présenter une synthèse très valable d'un problème complexe. Les deux questions principales que traite cette étude sont 1) quelle est l'ampleur du mouvement de la migration des travailleurs ruraux vers la ville, 2) pourquoi cette migration a-t-elle lieu? De façon moins systématique, le problème des conséquences socio-économiques de cette migration est aussi traité.

Comme les auteurs veulent donner une vue synthétique du problème dans l'ensemble des pays du globe, ils ont divisé en trois catégories les états selon leur degré de développement économique. On

pourra ainsi analyser les situations et les problèmes particuliers des états économiquement évolués, des états dont les campagnes sont surpeuplées et dont le rythme de croissance est lent, des états dont le développement s'effectue à un rythme accéléré. Cette division permet non seulement de montrer les différences dans la nature et la signification de la migration hors des campagnes mais permet aussi, en conclusion, de suggérer des politiques nationales qui sont mieux adaptées aux besoins réels des différents états.

Ce volume est donc d'un très grand intérêt aussi bien pour le chercheur qui y trouve à la fois des données bien colligées et des hypothèses intéressantes que pour l'homme d'action qui y trouve l'exposé des principaux faits dont il doit tenir compte et des suggestions pratiques pertinentes.

Il faut, en particulier, féliciter les auteurs de leur excellente utilisation des statistiques officielles des différents pays étudiés. Quand on connaît la très grande diversité des techniques et des définitions employées dans les recensements, une étude comparative basée sur ces sources apparaît une aventure très périlleuse. Les auteurs ont su avertir le lecteur des dangers d'une comparaison trop rigide entre les pays. Ils ont quand même su utiliser au maximum les données dont ils disposaient. Le schéma global qu'ils tracent garde sa valeur entière en dépit de l'imprécision des sources.

Si cet effort de comparaison a été fructueux, c'est sans aucun doute dû en grande partie au cadre de référence utilisé dans la monographie. Les auteurs ne cherchent pas seulement à présenter des faits mais aussi, sinon plus, à vérifier un certain nombre d'hypothèses cohérentes. Ces hypothèses, comme l'indique déjà le choix des catégories employées pour classer les états, mettent en relation l'émigration rurale et le développement économique. Deux facteurs sont considérés comme importants pour expliquer l'abandon de la terre: 1) les bas revenus agricoles relativement aux revenus des autres secteurs économiques (facteur de refoulement); 2) possibilités d'emplois en dehors de l'agriculture (facteur d'appel). Dans les pays économiquement évolués et dans les pays en voie de développement rapide les deux facteurs vont jouer à la fois. L'émigration rurale sera ainsi un élément actif du progrès

économique. Dans les pays dont le développement est lent seul le facteur de refoulement joue. Le revenu agricole est très bas et ne permet pas l'obtention d'un niveau de vie minimum à toute la population rurale. Une partie de cette population est donc refoulée vers les villes. Cependant, l'absence d'emplois non agricoles réduit cette nouvelle population urbaine à un état de misère égal sinon pire que celui qu'elle voulait fuir. Ainsi, dans ces pays, l'émigration rurale ne fait que déplacer les problèmes de la population et peut même nuire au progrès économique si elle est trop considérable.

Sans vouloir infirmer le schéma strictement économique utilisé dans la monographie, nous aimerions suggérer qu'une vue totalement synthétique du problème aurait demandé l'analyse des facteurs sociaux et culturels. En effet, la sociologie rurale, dans le cas des pays évolués, et l'anthropologie, dans le cas des pays dits « sous-développés », montrent bien que la motivation qui pousse le travailleur rural vers la ville n'est pas strictement d'ordre économique.

Ainsi plus que l'écart réel entre revenus urbains et ruraux et que les possibilités réelles d'emploi en dehors de l'agriculture, il semble que ce soit la conscience et la connaissance par la population rurale de cet écart et de ces responsabilités qui soient les facteurs déterminants. De même, il semble nécessaire que le travailleur rural se juge capable de remplir les exigences du travail urbain avant qu'il n'émigre vers la ville. Ces définitions de la situation par la population rurale présupposent la pénétration dans le milieu rural d'informations et de valeurs nouvelles, c'est-à-dire une certaine acculturation.

De plus, il n'existe pas seulement des facteurs qui favorisent l'émigration rurale. Il existe aussi des facteurs de « freinage ». Notons, entre autres, le système de valeurs et l'organisation sociale qui existent dans le milieu rural (l'opposition à la vie urbaine, la famille patriarcale, etc.). Le travailleur rural en émigrant vers la ville fait plus que changer de lieu de résidence. Très souvent, c'est toute sa culture qu'il doit changer. L'écart entre la culture rurale et la culture urbaine non seulement cause des problèmes d'adaptation mais aussi sert à ralentir le mouvement vers la ville.

La très grande diversité des cultures rend certainement la classification des pays plus difficile que leur diversité plus restreinte sur le plan du développement économique. Même s'il est possible de considérer la situation du Brésil, de l'Irak et de l'Afrique noire comme des situations de développement économique accéléré, il est impossible de considérer la situation culturelle de ces pays comme identique. A notre avis, ce n'est que lorsqu'on pourra tenir compte de tous ces facteurs, (sociologiques autant qu'économiques) que la planification du développement pourra prendre son sens véritable.

GÉRALD FORTIN

Standards of Wage Determination, by Paul Bullock, Institute of Industrial Relations, University of California, Los Angeles, 1960, 99 pp. \$0.75.

Il s'agit d'une brochure intéressante dont le but est d'analyser l'importance de certaines procédures, techniques et méthodes utilisées dans la fixation des salaires. L'auteur, Paul Bullock, étudie les critères suivants considérés lors de la négociation: comparaisons avec d'autres entreprises ou l'industrie en général, coût de la vie, capacité de payer, budget familial, pouvoir d'achat, facteurs techniques et autres.

Les comparaisons permettent aux travailleurs moins bien rémunérés de viser à l'obtention de salaires comparables à ceux qui sont les mieux rémunérés.

Le coût de la vie est un critère populaire en période d'inflation, mais oublié du travailleur, et pour cause, en période de régression.

La capacité de payer, quoique n'étant pas un facteur explicite dans les négociations, joue un rôle important. La résistance à l'augmentation des salaires sera faible si le marché est fort et sera fort si les affaires ralentissent.

La productivité est souvent invoquée mais a peu d'influence car elle est difficile d'interprétation et les négociateurs se perdent vite dans les masses de données statistiques.

Le budget familial a lui aussi peu d'influence car il est difficile de préciser un standard adéquat et de le traduire en terme de cents par heure.